

<http://gec.venissieux.org/convention-ARS-Ville-pour-la-vaccination-COVID-19>



convention ARS / Ville pour la vaccination COVID-19

- Interventions -



Date de mise en ligne : lundi 13 décembre 2021

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Madame le Maire, Mesdames, Messieurs,

Depuis le printemps 2020, les collectivités, particulièrement les communes, ont joué un rôle de premier plan dans la gestion de la crise sanitaire. Elles ont, d'une part, maintenu ouvert et accessible un grand nombre de services essentiels aux publics et préservé le lien de proximité avec les habitants des territoires. D'autre part, elles ont endossé les rôles les plus divers et se sont investies dans des missions nouvelles pour répondre à l'urgence ainsi qu'aux besoins engendrés par la situation inédite.

Tout au long de la période, la Ville de Vénissieux a répondu présente pour garantir la continuité, la qualité du service rendu à ses habitants et assurer une réponse adaptée à chacune des problématiques rencontrées. La mise en place, en lien avec les partenaires du territoire et dès le début de l'année 2021, d'un dispositif de vaccination contre la COVID-19 témoigne de cet effort, qui participe à la réduction des risques liés à l'épidémie et répond à la stratégie nationale de la vaccination du plus grand nombre. Pour atteindre ces objectifs, la Ville a déployé ses ressources humaines, financières et logistiques, permettant d'adapter le dispositif, d'aller vers les publics et d'administrer environ 54 400 doses de vaccin depuis le début de l'année.

C'est ainsi par une démarche commune des acteurs locaux, grâce à l'énergie sans faille déployée, la volonté politique des élus locaux, la mobilisation des agents et des travailleurs et travailleuses de terrain, que ce défi sans précédent a été relevé. Je tiens à saluer ce partenariat collectif, mené notamment aux côtés de la CPTS, de l'EFS (Établissement Français du Sang) et de l'ARS. La qualité de ces partenariats et le succès des dispositifs qui en résultent illustrent notre capacité d'adaptation et notre résilience.

Si cette situation de crise met en lumière le rôle central de l'action au niveau local, elle constitue une preuve supplémentaire de la dégradation alarmante de notre système de santé, d'accès aux soins et particulièrement de l'hôpital public. En effet, la COVID-19 a joué le rôle d'accélérateur d'un phénomène préexistant, un coup de projecteur sur un processus que les gouvernements successifs n'ont cessé d'aggraver depuis des décennies.

Alors que le nombre de contaminations repart à la hausse, un avis du Conseil scientifique du mois d'octobre alerte sur la fragilisation du système de santé face à une nouvelle vague, du virus et face à l'épuisement, à la dégradation des conditions de travail et, a fortiori, au départ en série de nombreux soignants. Elle indique notamment la fermeture de 20% des lits dans les grands hôpitaux publics faute de personnel. C'est un constat d'autant plus préoccupant qu'il confirme une tendance déjà bien établie : depuis 2013, ce sont en tout 27 000 lits fermés, soit une baisse de 6,5% en sept ans, selon une étude la DREES publiée en septembre 2021. Depuis dix ans, les impératifs financiers ont conduit à économiser plus de 8 milliards d'euros, mais ces économies ont été faites au détriment des enjeux de préservation des effectifs, de la qualité et de la sécurité de soins. En 2019, soit avant la pandémie, la crise des hôpitaux avait déjà pris une ampleur nouvelle face aux dysfonctionnements rendant impossible pour des soignants toutes et tous débordés l'accueil et la prise en charge qualitative des patients.

Si l'augmentation de la rémunération des soignants permise par le Ségur de la santé en 2020 est une bonne nouvelle, ces mesures sont loin d'être suffisantes. La crise de l'hôpital public est plus profonde : le mal-être, la démotivation et la perte de sens des soignants face aux rythmes insoutenables, au manque de moyens, aux sous-effectifs et à la surcharge de travail en témoignent. Il est urgent d'apporter des réponses de long terme avant que l'ensemble du système ne s'écroule. L'hôpital public ne survivra pas en répondant à des logiques de rationalisation et de rentabilité. Il s'agit, au contraire, de déployer les moyens nécessaires pour améliorer le quotidien

des soignants, pour que les patients soient accueillis, accompagnés et soignés dans des conditions dignes.

L'hôpital demeure aujourd'hui encore le seul lieu d'accueil et de soins ouvert

24h sur 24 et 365 jours dans l'année. Il constitue, pour celles et ceux vivant dans des déserts médicaux, pour les plus précaires, les personnes isolées, les plus éloignées des soins, une porte d'entrée vers l'accès à leurs droits fondamentaux à la santé. Il est ainsi essentiel d'agir, de revenir à une logique de soins et également de développer la prévention, pour un système de santé plus égalité, plus juste, respectueux de celles et ceux qui y travaillent et en mesure de prodiguer des soins de qualité à celles et ceux qui y sont accueillis.